



## Convention de mise à disposition d'un tuteur dans le cadre de la formation initiale d'un agent de police municipale

Entre

La commune du Val

Représentée par son maire en exercice, monsieur Jérémy GIULIANO, dûment habilité par la délibération n° ....du ...*(date)*

Dont le siège social se situe 5, place de la Libération 83 143 LE VAL

Ci-après dénommée LA COMMUNE DU VAL

D'UNE PART

Et

La commune de Montfort-sur-Argens

Représentée par son maire en exercice, monsieur Éric AUDIBERT, dûment habilité par la délibération n° ... *(n° d'ordre)* du ... *(date)*

Dont le siège social se situe 7 rue de la Rouguière 83 570 MONTFORT-SUR-ARGENS

Ci-après dénommé LA COMMUNE DE MONTFORT

D'AUTRE PART,

Ci-après désignée chacune individuellement « la Partie » et collectivement « les Parties ».

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2122-18 ;

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 61 à 63 ;

**Vu** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

**Vu** le décret n° 94-732 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

**Vu** le décret n° 94-933 du 25 Octobre 1994 relatif à l'organisation de la formation initiale d'application des agents de police municipale stagiaires ;

**Considérant** l'obligation de désigner un tuteur dans le cadre de la formation initiale d'un nouvel agent de police municipale du Val ;

**Considérant** que ce tuteur doit être un policier municipal titulaire, en activité, en poste dans la même collectivité ou à défaut dans une collectivité voisine ;

**Considérant** l'absence de policier municipal titulaire en activité au sein du service de police municipale du Val ;



**Considérant** l'accord de monsieur Laurent PASCAL, de la commune de Montfort-sur-Argens pour assurer cette mission de tutorat ;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

### **Article 1 : Objet**

La commune de Montfort-sur-Argens autorise Monsieur Laurent PASCAL, brigadier-chef principal, à assurer la mission de tutorat de madame Stéphanie BLANCHIER, gardien-brigadier stagiaire de la commune du Val pendant toute la durée de sa formation initiale d'application (FIA), conformément aux dispositions du décret n° 94-933 du 25 Octobre 1994.

### **Article 2 : Nature des missions**

Le rôle et les missions du tuteur sont définis et encadrés par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Ils sont détaillés dans le « guide du tuteur » version 2024, mis à disposition par le CNFPT et comprennent notamment les missions suivantes :

- Encadrer le stagiaire durant la période de stage pratique d'application (SPA) ;
- Accompagner le stagiaire dans la mise en œuvre, l'application et le suivi de la formation en situation professionnelle ;
- S'assurer que le temps d'apprentissage à distance se réalise dans des conditions favorables.

En outre, le tuteur s'engage auprès du CNFPT à être présent à la première journée d'accueil des stagiaires et aux régulations programmées.

### **Article 3 : Durée**

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties.

La mission effective de tutorat débute au premier jour de la formation initiale d'application (prévue en septembre), pour une durée de 6 mois, et se termine effectivement le jour de la cérémonie officielle de remise de l'attestation de formation au stagiaire.

### **Article 4 : Lieu d'exécution**

Le stage pratique d'application (SPA) se déroulera sur le territoire de la commune de Montfort-sur-Argens.

Pendant toute la durée de la FIA, le tuteur pourra être amené à se déplacer avec le stagiaire, soit sur la commune du Val, soit dans les locaux du CNFPT pour les besoins de la formation.



### **Article 5 : Conditions d'emploi**

Pendant toute la durée de la convention, le tuteur reste placé sous l'autorité hiérarchique du maire de Montfort-sur-Argens.

Pendant toute la durée de la convention, le stagiaire reste placé sous l'autorité hiérarchique du maire du Val, sauf mention contraire précisée par le CNFPT dans le cadre du cursus de formation dont il assure la charge.

### **Article 6 : Rémunération**

La mission de tutorat n'ouvre pas droit au versement d'indemnités d'enseignement ni aucune autre prime.

### **Article 7 : Remboursement**

La commune du Val s'engage à rembourser à la commune de Montfort-sur-Argens les heures de tutorat effectives réalisées par son agent, sur la base de la rémunération correspondant à son grade et son emploi d'origine.

Le montant de la rémunération est défini à l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 (traitement de base, SFT, indemnité de résidence, cotisations et contributions afférentes et primes et indemnités).

### **Article 8 : Fin anticipée**

La présente convention peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente, en cas :

- De démission du statuaire ;
- D'interruption volontaire ou involontaire de la FIA ;
- D'indisponibilité prolongée du tuteur pour raison médicale justifiée ;
- Toute autre situation ayant fait l'objet d'un accord amiable des deux parties.

### **Article 10 : Litiges**

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les Parties s'engagent à résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif sera saisi.



Fait en double exemplaires

A .....  
Le .....

Pour la mairie de Montfort-sur-Argens,  
Le maire

Éric AUDIBERT

A .....  
Le .....

Pour la mairie du Val,  
Le maire

Jérémy GIULIANO

Ampliation adressée :

- au comptable de la mairie de Montfort-sur-Argens ;
- au comptable de la mairie du Val ;
- au service compétent du CNFPT.

Envoyé en préfecture le 05/07/2024

Reçu en préfecture le 05/07/2024

Publié le

ID : 083-218301430-20240628-2024\_057-DE